

AUSTÉRITÉ IBÉRIQUE

Le gouvernement social-libéral (Parti socialiste ouvrier espagnol - PSOE) de José Luis Rodríguez Zapatero a fait approuver, le 27 mai 2010, un « décret royal » en faveur d'un brutal plan d'ajustement. Selon les sondages, le gouvernement du PSOE a passé d'un taux supposé de votes en sa faveur de 39,9% en novembre 2009, à 32,5% au début juin 2010. Il est vrai que si la gestion politique de Zapatero est désapprouvée par 76% des personnes sondées, le leader du réactionnaire Partido Popular, Mariano Rajoy, jouissait en juin d'une mésestime de 68% (*El País*, 6.6.2010).

En creux, ces données indiquent un processus analogue à celui d'autres pays de l'Union européenne : les centres de décision sont clairement la CEOE (Confédération espagnole des organisations patronales), les représentants des grandes banques (BBVA et Santander), la Banque centrale et le Ministère de l'économie. Cet ensemble est articulé aux instances centrales de l'UE (BCE et ECOFIN, étayés par le FMI). Il prend appui sur des « accords » – en fait, des instruments de pouvoir et d'attribution de pouvoirs – allant du traité de l'Union européenne (TUE ou Traité de Maastricht), entré en vigueur en novembre 1993, jusqu'au Traité de Lisbonne, entré en vigueur en décembre 2009, en passant par le Pacte de stabilité et de croissance de 1997.

La structure de l'économie espagnole et les traits forts marquant sa présente crise sont traités dans l'article de Daniel Albarracín. Les derniers chiffres fournis par Eurostat (4 juin 2010) indiquent l'évolution du PIB. La variation du PIB par rapport au même trimestre de l'année précédente est la suivante : -4,2% (T2 de 2009) ; -4,0% (T3 de 2009) ; -3,1% (T4 de 2009) ; -1,3% (T1 de 2010). Pour ce qui est du chômage – sans entrer dans ses caractéristiques au sein de cette formation sociale – il s'élevait à 19,7% (corrigé des variations saisonnières – cvs). Pour comparaison, il s'élevait à 22,5% en Lettonie, à 19% en Estonie et à 10,1% en France. D'avril 2009 à avril 2010, le chômage des moins de 25 ans (cvs) a passé de 36,9% à 40,3%. Le chômage des hommes et des femmes est respectivement de 19,5% et 19,9% en avril 2010 (Eurostat, 1.6.2010).

La brutalité du plan d'ajustement peut se mesurer par les prévisions gouvernementales de réduction du déficit public en pour-cent du PIB : -11,2% en 2009 ; -9,3 en 2010 ; -6,5% en 2011 ; -5,3% en 2012 ; -3% en 2013 (Natixis, Eurostat). Cela en quatre ans. On comprend que le gouvernement Zapatero « prévoie » que le chômage se situera aux alentours de 18% en 2013. Ce plan d'ajustement va massacrer l'emploi. De plus, comme d'autres gouvernements, l'attaque contre les pensions – caisse qui, en l'occurrence, est séparée du point de vue comptable

et n'est pas en déficit – est justifiée par le biais de la réduction du déficit public. La réduction de 5% du salaire des fonctionnaires – ajoutée au gel des rentes des retraités – non seulement va contracter la demande interne des ménages, mais elle va servir de poisson-pilote pour une offensive contre les salaires du privé. A cela s'ajoute une réduction des dépenses dans les infrastructures à hauteur de 0,5% du PIB, soit quelque 5 milliards d'euros.

La crise des caisses d'Épargne (Cajas) a explosé. Les défauts sur les prêts immobiliers des ménages (près de 4% par an depuis 2007) et sur les prêts aux promoteurs immobiliers – une montagne d'appareils vides, neufs, surplombe l'économie – ébranlent les Cajas (devant se réorganiser sous la houlette de l'État). Cela se traduit par la chute des valeurs bancaires financières. Il faut avoir à l'esprit que la construction avec toutes les activités latérales agrégées – sous-traitants, agences immobilières, publicité, etc. – représentait presque 30% du PIB lors de l'envol de l'immobilier, secteur générant toujours la corruption. L'écroulement de cette branche, avec des effets dévastateurs sur l'emploi, a miné les fondations des Cajas. La dette privée était le moteur de la croissance. En pour-cent du PIB, elle s'élevait à 135,93 au quatrième trimestre 2001 pour passer à 213,65 au quatrième trimestre 2007 (Datastream, Census, OCDE). Dès lors, les difficultés de financement touchent des banques qui prennent appui sur leurs prêts hypothécaires. Et l'émission de titres publics – à dix ans – par l'État espagnol nécessitait des taux de 4,572%, alors qu'en date du 6 juin les obligations allemandes (la référence!) avaient un rendement de 2,572% (*El Público*, 7.6.2010). Les « marchés » – les investisseurs – ne mirent pas seulement le déficit public, ils ont en vue la crise de la dette privée et ses répercussions directes et indirectes sur le système bancaire et l'État qui va le renflouer.

La réforme du travail est une des facettes centrales du plan d'ajustement. Ledit marché du travail serait trop rigide ! Une farce. Il serait trop cher de licencier. Écoutons la voix orthodoxe de *The Economist* (5.6.2010, p. 38) : « *Mais en vérité, une partie de l'économie espagnole est très flexible : demandez-le juste aux 1,5 million de personnes qui ont perdu leur emploi depuis que le boom s'est arrêté.* » Le 8 juin, les deux centrales – UGT et CCOO – appellent à la grève générale. *El País*, le 5 juin 2010, écrit : « *Il est difficile de le croire, mais c'est ainsi. Les syndicats et le FMI sont d'accord.* » Une grève générale des fonctionnaires qui sera un premier moment d'une riposte réelle ou une grève « tactique » pour redémobiliser ? *Udry Charles-André*

DANIEL ALBARRACIN ★

É T A T E S P A G N O L

LA CRISE D'UNE ÉCONOMIE EUROPEENNE SUBALTERNE

LA CRISE DE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE ENTRE LA TYRANNIE DES MARCHÉS FINANCIERS, LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE, L'EXPLOSION DU CHÔMAGE ET DES COUPES MASSIVES DANS LES DÉPENSES SOCIALES.

5

Nous sommes face à une crise mondiale qui découle du modèle dominant de civilisation et à la fois le transcende. Du point de vue de l'analyse économique, il ne s'agit pas d'un accident passager. Et cette crise n'est pas non plus exactement comparable à une autre antérieure. Ce n'est pas seulement une crise de liquidité, de confiance ou un « goulot d'étranglement » conjoncturel. Nous assistons à la fin d'une onde longue dans laquelle se conformeront les données soit d'un approfondissement de la crise qui créent les éléments préparant la jonction des facteurs favorables à une remontée, soit d'un affrontement pouvant être l'objet d'un changement de modèle socio-économique.

QUELLE CRISE ? UNE RESTRUCTURATION DU CAPITALISME MONDIAL !

Au cours des années 1970, le taux de profit a chuté. La bourgeoisie misa alors sur une gestion néolibérale. Elle imposa une nouvelle politique économique à l'échelle internationale qui prit effet aussi en Espagne. Dans les années 1990, grâce à cette politique contre les travailleuses et

les travailleurs, les taux de profit se rétablirent de manière notable. Cela a permis, temporairement, une phase de prospérité, même si elle a été faible comparée à d'autres périodes et si elle a engendré de nombreux déséquilibres internes.

Cela a-t-il confirmé la thèse des analystes qui postulaient une nouvelle onde longue expansive ? Il ne semble pas que cela soit le cas. Car on a vu coïncider une remontée du taux de profit en faveur du capital avec une crise de l'investissement industriel. Les capitaux ont été détournés selon une dynamique d'extraversion, c'est-à-dire vers d'autres pays et vers des secteurs non industriels. Dans de telles conditions, une prospérité générale avec une évolution expansive était exclue. Mais cela n'empêche pas de constater une activité ferme et soutenue dans des « pays émergents », où les entreprises transnationales occidentales opèrent avec profit. Mais cela ne peut pas être analysé au moyen d'approximations exclusivement régionales, ni au moyen des modèles d'analyse classiques.

Dans un diagnostic économique, il faut identifier différents niveaux de développement de la crise. La crise mondiale a éclaté et son facteur déclencheur fut la crise immobilière et l'effondrement du secteur hypothécaire subprime (crédits à risque). Le facteur dominant a été un

★ Daniel Albarracin enseigne à l'Université de Charles III à Madrid ; il est membre du Cabinet fédéral d'études FECOHT-Commissions ouvrières.

phénomène d'endettement extraordinaire des Etats, des ménages et des entreprises. Comme facteurs déterminants et singuliers de cette crise, on peut identifier la relativisation du rôle de la rentabilité, comme moteur de l'accumulation, au moins pour ce qui a trait aux pays « avancés », soit l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon. La cause semble en être la ponction de l'excédent que détournent les marchés financiers, auxquels les grandes entreprises transnationales participent activement. Leurs stratégies entrepreneuriales classiques ont donc changé. On y constate l'intensification d'une « économie de l'acquisition » (Carpintero O., 2004) qui aboutit finalement à la dérivation d'une partie de l'excédent et de l'épargne des pays émergents vers le capital du « centre ».

La crise de l'accumulation a été rythmée par un étranglement de l'investissement, avec la « rétention »^[1] du taux de profit comme facteur dynamisant du capitalisme^[2], ainsi que par une réorganisation chaotique du marché mondial, d'où découle la nécessité de porter le regard au-delà de l'Occident. L'accumulation (investissement) s'est vue contrariée dans les pays centraux par l'extension de stratégies privées de désinvestissement et de restructurations visant à accroître la rentabilité, de délocalisation de segments de la production vers les pays émergents, avec les capitaux que cela implique. Cela s'est combiné avec des politiques de « réforme » du secteur public (privatisation ou soumission à des critères de gestion privée et externalisation de divers segments) simultanément à une contre-réforme appliquée aux rapports de travail. Soit une politique d'ajustement permanent visant à augmenter le taux d'exploitation.

Dans ce contexte, une grande partie du surplus va grossir les revenus exigés par les firmes financières transnationalisées. C'est ainsi que le réinvestissement productif et l'accumulation ne peuvent pas se poursuivre au rythme des décennies précédentes, en Espagne pour le moins. Le capital a aussi misé sur une rationalisation de ses activités afin de se concentrer sur les plus rentables, en dédaignant celles qui le sont moins. Il porte dès lors son attention en direction des pays émergents qui connaissent un processus d'accumulation

très différent. A cet égard, l'Espagne ne peut déjà plus lutter grâce à ses bas salaires face à l'irruption de nouveaux concurrents – d'Europe de l'Est, des pays asiatiques et latino-américains – qui offrent une structure de coûts plus favorable et dont les marchés sont placés sous l'influence de grandes puissances. Des pays qui disposent, en outre, de segments de la population salariée suffisamment qualifiés.

LA CONDITION SEMI-PHÉRIPHÉRIQUE STRUCTURELLE

Les crises prennent forme dans des formations sociohistoriques concrètes, aux caractéristiques propres. Dans le cas de l'Espagne, le facteur contextuel déterminant est la condition semi-phérophérique structurelle de l'économie espagnole. La soumission aux règles de bloc de l'Union européenne (marché et monnaie uniques, Banque centrale européenne dont la politique priorise les intérêts des pays clés, Pacte de stabilité, etc.) défavorise des pays comme l'Espagne. Ils disposent d'une puissance industrielle plus faible et d'un marché intérieur plus réduit. A l'échelle européenne, ils s'insèrent dans des cycles auxiliaires, seconds du capital. Le cycle d'accumulation espagnol est habituellement asynchrone et tardif – à la traîne de l'inertie européenne – et de plus forte intensité (c'est-à-dire plus favorable dans la croissance, mais aussi plus défavorable au cours de la récession). De toute façon, tant que l'Espagne restera attachée aux engagements d'une UE néolibérale, elle continuera dans cette dynamique subalterne.

Dès lors, le discours officiel qui pariait sur l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation – malgré un accroissement graduel au cours de ces dernières années (d'ailleurs, pour ce qui a trait au secteur public, plus sous la forme de prêts que de réelles dépenses^[3]) – s'est heurté à la fermeture du robinet budgétaire pour l'exercice 2010. Le financement public de la recherche est donc bloqué. Cela rend plus difficile pour l'Espagne toute sortie de crise par un développement endogène de caractère industriel et technologique qui aille, en termes structurels, au-delà du strictement symbolique.

La nécessité de financer une balance des paiements très négative (avec l'euro qui empêche tout ajustement des taux de change : dévaluation), une politique monétaire de la BCE qui répond aux intérêts des pays centraux (Allemagne, etc.) ainsi que l'absence de régimes fiscaux, du travail et des services publics harmonisés à l'échelle européenne, tout cela constitue autant d'obstacles à une sortie de crise de l'économie espagnole subalterne. Par conséquent, la dégradation de sa position de négociation^[4] sur le marché international des capitaux lui occasionne un surcoût additionnel pour financer son développement interne.

UNE CRISE DE SURPRODUCTION, AUSSI

De même que l'économie espagnole a pu croître plus que celle des autres pays, de même la crise y est plus sévère aussi. Selon le gouvernement, le PIB aux prix du marché (PIBpm) chutait à fin 2009 de 3,6% (voir graphique 1). L'Espagne est au 3e trimestre 2009 un des seuls pays de l'OCDE encore en récession. La production dans le secteur de la construction a baissé de 6,4% en janvier 2010 par rapport au mois précédent et de 6% en février (de -20,5% en février 2010 par rapport à février 2009). L'indice de la production de l'ensemble de l'industrie, hors construction, corrigé des variations saisonnières, se situait à 84,4 en février 2009 (année de base 2005) et atteignait 82,7 en février 2010 (Eurostat). Le retournement de conjoncture (récession) en Europe pourrait s'opérer sous le choc des programmes d'austérité en préparation.

En Espagne, l'investissement et la production ont crû entre 1995 et 2007 pour des raisons particulières et conjoncturelles. Le modèle espagnol de forte croissance s'est appuyé sur l'extension d'un emploi à bas coût avec des droits sociaux et du travail encore pires, situation dans laquelle se sont vu piéger une grande majorité de la jeunesse, les femmes et surtout l'immigration qui durant ces quinze dernières années s'est intégrée d'une manière substantielle dans le marché du travail espagnol, intégration opérée sous l'emprise de conditions très vulnérables. L'investissement privé s'est spécialisé et a augmenté dans la construction ainsi que dans le tourisme. Des secteurs où exis-

taient des conditions exceptionnelles pour les affaires. Mais quand les réserves de ces marchés se sont épuisées sous l'effet de la surproduction et que les anticipations de croissance se sont contractées – cela ajouté aux causes fondamentales de la crise systémique internationale – c'est un effet d'entraînement à la baisse sur le reste de l'économie qui s'est déclenché, en intensifiant les effets dépressifs. La crise structurelle coïncide ainsi avec une crise industrielle cyclique. Cette fois-ci à cause de la saturation des marchés : par surproduction dans la construction [5] et dans l'automobile ; ensuite par une chute de la consommation (avec répercussion dans le secteur commercial), cela en conjonction avec le tassement dans le secteur du tourisme, etc.

Ces filons de bonnes affaires ont représenté un refuge transitoire pour le capital qui fuyait d'autres secteurs aux taux de marge incertains. L'ampleur de l'investissement dans la construction résidentielle (habitations) a dépassé tous les autres ; se situant à des niveaux extraordinaires en particulier depuis la deuxième moitié des années 1990 et jusqu'en 2007. La construction (avec 44,7% de taux de croissance entre 2000 et 2007) [6] a été la locomotive de la croissance espagnole, avec un effet d'entraînement des activités de services comme l'intermédiation financière (+89,8 %), les sociétés immobilières (+31 %). Un autre secteur qui a connu de même une croissance forte fut celui de la logistique et des télécommunications : +33,5%.

Cet investissement « refuge » dans le secteur de la construction résidentielle recueillait des flux de capitaux qui fuyaient des crises financières récurrentes et la dette externe internationale avec ses risques de défaut. Tout cela dans un contexte de politique monétaire expansive avec des taux d'intérêt très bas, accompagné d'une déréglementation du système bancaire qui favorisait une allocation des crédits extrêmement laxiste.

La garantie était que les débiteurs en cas de défaut cédaient en gage leur logement ; alors mis aux enchères, sans qu'ils soient pour autant libérés du solde de leur dette. Le système bancaire s'est ainsi converti en un grand propriétaire d'immeubles et ne sait plus très bien quoi en faire.

Pour le moment, le gouvernement a créé, lors de sa dernière réforme fiscale, une

7

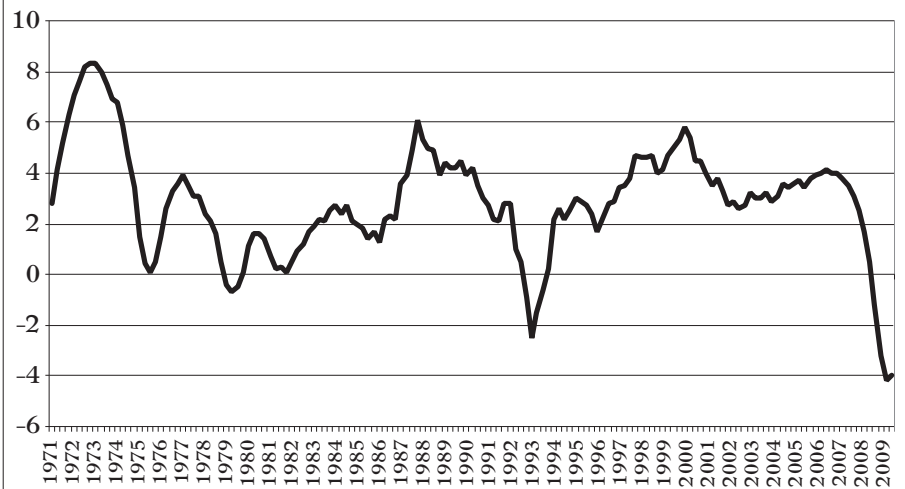
nouvelle figure : les SOCIMI – Sociétés d'investissement sur le marché immobilier – complètement défiscalisées ; cela dans le but de mobiliser le capital vers les activités immobilières et encourager la location des logements.

Mais, que s'est-il passé avec le sol et l'immobilier dans la période antérieure au boom ?

- La loi de libéralisation du sol de 1998, du gouvernement du Parti populaire (PP) a mis plus de terrains à disposition. C'était un moyen pour les municipalités de se financer. Elles ont requalifié les terrains (en terrains constructibles) afin de les vendre pour financer leurs dépenses budgétaires, soumises à de fortes contraintes étant donné leur endettement.

- Une culture patrimoniale, qui tire probablement son origine de la peur du manque de revenu lors de la vieillesse, faute d'espoir d'une retraite digne ; et aussi par effet d'inertie dans la mesure où le système des retraites a été mis en place tardivement et sous une forme très déficiente. Et puisque de nombreuses personnes pensent que ce droit social fera, de plus, l'objet de coupes dans le futur, la propriété du logement devient un élément valorisé en termes de sécurité matérielle.

GRAPHIQUE 1. ESPAGNE, PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (1^{ER} TRIM. 1971 AU 3^E TRIM. 2009) VARIATION ANNUELLE



Source : notre propre élaboration à partir de la Comptabilité nationale trimestrielle d'Espagne, Institut national de statistique (INE)

[1] Alvarez Peralta, Ignacio (2007), *Financiarización, Nuevas Estrategias Empresariales y Dinámica salarial. El Caso de Francia entre 1980-2006*, Universidad Complutense de Madrid, septembre 2007.

[2] Quoique, comme Anwar Shaikh l'a démontré, l'accumulation commence à se contracter après que la contraction du taux de rentabilité s'accompagne d'une chute de la masse des profits, ce qui implique qu'un tassement du taux de profit ne se traduit pas immédiatement en récession.
<http://homepage.newschool.edu/~AShaikh>

[3] CC00, « Análisis de los Presupuestos Generales del Estado 2010 en Investigación, Desarrollo e Innovación: recorte al sector público », *Cuadernos de Información sindical*, n° 7.

[4] Bien qu'il puisse paraître abstrait de parler d'une « économie espagnole » quand les agents privés dominants sont hétérogènes et quand une grande partie du capital est transnational.

[5] Le parc de logements, selon les informations que nous donne l'économiste Diego Fernández Palomero, a augmenté avec un taux annuel moyen de 2,7 %, passant de 18,3 millions en 1995 à 25,1 millions en 2007. Il a continué de croître en 2008 et 2009 puisque s'achevaient les constructions commencées avant la crise. Selon l'économiste Guillermo de la Dehesa, entre 2006 et 2008, l'investissement dans les logements a passé de 9,4 % du PIB à 7,2 %, tandis que l'investissement dans la construction a passé, lui, de 18 % à 15,6 % du PIB.

[6] Valeur ajoutée brute aux prix de base : indice de volume en chaîne, référence an 2000=100, source : Comptabilité nationale d'Espagne.



- Une grande demande d'une génération nombreuse, en âge d'émancipation (le baby-boom) ainsi que d'un segment de l'immigration qui a besoin de trouver un logement.

- Une illusion de spéculation pour beaucoup, mais dont bien peu ont profité durant cette décennie.

- Un réseau de corruption clientélaire très étendu (requalifications cadastrales illégales, recyclage-blanchiment d'argent, etc.); tout cela a constitué une grande occasion de « pillage » et d'« extorsion » pour un capital qui a trouvé dans l'Espagne son eldorado.

Durant la période 1995-2007, la demande solvable sur le marché a été grossie par une ample création d'emplois (de mauvaise qualité), mais la modération salariale et le chômage se sont révélés fatals. A la crise de l'offre – et aux contradictions intrinsèques à ce modèle – s'ajoute une crise de la demande provoquée par le désinvestissement, le chômage, les salaires bloqués, l'endettement généralisé et une consommation limitée par les emprunts hypothécaires et par l'épargne de « précaution » (en cas de chômage, de maladie, etc.). La crise de longue durée de la demande expliquerait une nouvelle phase d'inflation rampante : +0,8 % pour l'IPC (indice des prix à la consommation) à fin 2009. La déflation est évitée par l'effet correcteur du renchérissement des matières premières dans un pays dépendant au plan énergétique comme l'Espagne.

LA FINANCIARISATION

En même temps – et cela a eu une très grande influence – la dérégulation du système financier a rendu possibles des initiatives fort risquées. L'industrie financière, pour obtenir des masses de bénéficiaires sans disposer d'importantes réserves, a fait le choix d'accorder des prêts n'importe comment, du moins jusqu'à ce que la crise éclate. De son côté, la Banque d'Espagne renonçait à certains contrôles – coefficient de caisse et fonds propres – en suivant donc la tendance générale, quoique avec quelques précautions plus grandes comparées à celles de nombreux pays de l'OCDE alentour^[7]. En outre, les gouvernements européens ont choisi de faciliter la mobilité du capital, de défiscaliser, de ne pas soumettre certaines opérations à des conditions ni

de les superviser. Et d'accepter sans aucun problème des « espaces » sans impôts – les paradis fiscaux – qui minaient l'efficacité de n'importe quelle norme de régulation, ce qui soumettait les Etats à un chantage permanent pour qu'ils flexibilisent encore plus toute condition imposée au capital financier.

Le processus de financiarisation en Espagne a pris toute sa force, puisque la tyrannie des marchés financiers ne se limite pas à une mobilisation rentable et hautement flexible du capital orientée vers la configuration d'une nouvelle division internationale du travail. Sa dynamique et ses priorités de rentabilité opèrent contre des Etats de dimensions limitées qui se retrouvent en position de faiblesse face aux pressions exigeant des rendements meilleurs pour leurs capitaux. Ils se retrouvent avec des marges de manœuvre étroites, dans un contexte qui voit les organismes internationaux et les institutions continentales, comme l'UE, servir les acteurs privilégiés par ces marchés, au lieu de leur faire barrage.

La situation critique, claironnée dans les médias internationaux, de pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie et l'Espagne, entre autres, s'explique par un mouvement orchestré par des agents financiers internationaux. Les agences privées de notation abaissent la note de la dette publique à long terme (c'est-à-dire la capacité à rembourser), endettement auquel ces pays recourent pour financer quelques mesures d'amortissement de la crise. C'est ainsi tout espace d'autonomie de la politique de leurs gouvernements et de leur condition démocratique qui est coupé à la racine. Des gouvernements qui, auparavant, disposaient d'une marge de manœuvre lorsqu'ils possédaient leur monnaie propre. Aujourd'hui, ils ne peuvent même plus dévaluer.

Tout converge vers une mise sous tutelle des éléments clés de la politique économique nationale. On peut en faire la liste : le déficit de la balance des paiements (selon le gouvernement, la nécessité de financement de l'économie espagnole par rapport au reste du monde s'élevait à fin 2009 à 4,9 % du PIB) ; le déséquilibre des comptes publics ; l'impossibilité d'agir avec la plus petite indépendance en matière de politique économique ; le chantage de ne pas pouvoir sortir de

l'euro sous peine d'isolement ; la renonciation de l'UE à mettre en œuvre une politique de régulation digne de ce nom en matière monétaire, d'impôts et de droit du travail. A cela s'ajoute l'inexistence d'une concertation effective pour effectuer de manière conjointe une émission obligataire – à l'échelle des pays de l'UE qui disposent de la même monnaie – basée sur la solidarité de ses différents membres.

En l'occurrence, ces agents du capital financier transnational imposent – et les gouvernements s'y plient – un programme néolibéral de contraction des dépenses publiques d'une ampleur historique. Il en va de même pour ce qui a trait au droit du travail, aux règles de négociation collective et à l'adaptation des salaires, sans oublier le système des retraites. Tout cela pour s'assurer que les taux d'intérêt des titres de la dette publique et son service soient les plus favorables possible.

Dans une telle situation, on peut constater que l'Union européenne n'est rien de plus qu'une carcasse institutionnelle inopérante sur le plan politique lorsqu'il s'agirait de contenir avec fermeté les « abus » spéculatifs des marchés financiers mondiaux et les dérives de leur logique intrinsèque. En somme, la démocratie, qui n'était que de faible intensité, s'estompe complètement. Les gouvernements sont transformés en simples gérants des politiques néolibérales que leur dictent les sociétés d'investissement et les grandes transnationales au travers du « pied visible, solidement botté » [et non seulement de « la main invisible »] des marchés financiers.

On peut donc affirmer que la crise espagnole connaît là également un facteur externe adjoint. Au plan international, par le biais de ces mécanismes, se décide également la manière dont les conséquences vont être réparties entre classes sociales et entre pays. Dans le contexte européen, les pots cassés pourront être mis à la charge principalement de la semi-phérie européenne : les pays méditerranéens et les pays de l'Est. C'est ainsi que l'Espagne se voit octroyer, de façon délibérée, une place de vedette médiatique internationale.

Un autre trait de cette dynamique, c'est une augmentation du poids en capital dans

La situation critique, claironnée dans les médias internationaux, de pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, entre autres, s'explique par un mouvement orchestré par des agents financiers internationaux.

l'économie espagnole, et plus en général, acquis par les fonds d'investissement, un acteur né de l'institutionnalisation et du poids croissant de la financiarisation. Ces nouvelles entités financières (hedge fund, private equity, fonds de pension privés, fonds souverains, etc.) – dont l'objectif consiste à obtenir rapidement des liquidités et des revenus pour distribuer plus de « valeur aux actionnaires » (sous forme de dividendes) et aux détenteurs d'obligations (moyennant le paiement des intérêts sur les prêts consentis) – ont imposé là où ils investissent des normes de réduction des coûts et un régime amaigrissant aux capacités productives et à l'emploi. Ce sont des investissements qui exigent des retours sur investissement bien supérieurs à la rentabilité moyenne du marché. Ils ont dénaturé et segmenté des ensembles productifs au moyen de l'externalisation et des sous-traitances en cascade (des parties les plus risquées ou moins rentables de l'activité), de la vente par « étages » de l'entreprise, de la réduction des emplois, de l'intensification des rythmes de travail ainsi que de l'allongement du temps de travail. Cela va jusqu'à l'évidement même des actifs de l'entreprise au moyen d'artifices d'ingénierie financière, en profitant de la déréglementation fiscale, comme de celle du droit des sociétés et du droit commercial.

Les acteurs les plus ardents et les plus destructeurs de financiarisation en Espagne furent ces firmes et fonds d'investissement. Ils ont joui de privilèges fiscaux exceptionnels : 1 % de taux d'imposition pour les SICAV – sociétés d'investissement à capital variable – contre 30 % de l'impôt sur les sociétés dans toutes les autres activités. Cela a érodé la viabilité de la production utile et de qualité et fait obstacle à une dynamique d'innovation ou de montée en spécialisation.

C'est de cette façon que le bilan des entreprises était sur une corde raide quand il s'agissait de faire face aux exigences de remboursement des emprunts contractés. Pour cela, il aurait fallu que les rentrées suivent avec un certain rythme. Dès que certains secteurs ont commencé à ralentir – c'est-à-dire ceux qui avaient été en hausse jusque-là et avaient tiré les autres –, alors la solvabilité d'un nombre croissant d'entreprises a commencé à s'écrouler. Le déséquilibre intersectoriel a été plus qu'évident. Dès lors, l'effet d'entraînement à la baisse sur des secteurs

accessoirs (au plan de la dynamique) ne s'est pas fait attendre. Une fois que la vigueur de l'accumulation a ralenti, une réaction en chaîne a donc eu lieu, d'autant plus étant donné l'effet levier financier (endettement avec effet sur la rentabilité) généralisé et prolongé dans le temps. Il suffisait d'un petit changement de rythme pour que s'ouvre un cycle récessif de fermetures d'entreprises (déjà à la limite de l'écroulement) et, par conséquent, une détérioration des conditions, des taux et des anticipations de profit.

La secousse a été perçue d'abord dans la possibilité de survie de certains segments de l'économie réelle pour passer ensuite à une crise de la demande, puis à une morosité accrue (crise de solvabilité) qui frappa le secteur financier qui avait accordé des crédits et créé de « l'argent bancaire fictif » d'une manière irresponsable.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PSOE

Le PSOE a appliqué une politique social-libérale corrigée par des éléments keynésiens mineurs. Une fois vérifiée l'inefficacité des premières incitations fiscales à la consommation (par le moyen de dégrèvements fiscaux divers ou de remboursements de l'impôt sur le revenu), entre-temps déjà annulées, le gouvernement espagnol a mis en place des mesures de secours en faveur avant tout des banques et du secteur automobile, en mobilisant des ressources à cet effet. La manière douce de socialisation des pertes (cautionnement et rachats d'actifs dits « non toxiques » aux banques en difficulté, subventions à l'industrie automobile, et financement pour les PME à travers l'Institut officiel du crédit - ICO) confirme l'orientation du gouvernement en faveur du capital.

9

[7] A ce sujet, Fernández-Palomero explique : « Prévoyant qu'après l'adhésion à l'euro, l'Espagne aurait peu de poids dans la fixation des taux d'intérêt de la zone euro, la Banque d'Espagne a obligé les banques et les caisses d'épargne à constituer des réserves générales contracycliques pour disposer de provisions chaque fois qu'elles concédaient un crédit, au lieu d'attendre un défaut de paiement ou une faillite pour constituer une provision. C'est ainsi que les banques ont disposé d'un coussin de quelque 35 milliards d'euros... Cependant, la plus grande partie de l'endettement du secteur privé – entreprises et ménages – avait été financé par le secteur bancaire qui, à son tour, se refinançait en euros sur les marchés étrangers, aussi bien par des cédules hypothécaires [créance garantie par un gage immobilier] que par une dette senior [dette bénéficiant de garanties spécifiques] ou autres. Quand la crise a éclaté, ce n'est pas seulement le marché des papiers commerciaux garantis par des titres dont le sous-jacent étaient des hypothèques « subprime » qui s'est fermé, mais également celui des cédules hypothécaires qui n'avaient rien à voir avec celles-là, mais qui étaient les meilleures et qui en outre restaient comptabilisées dans le bilan de la banque qui les émettait et qui devait donc assumer leur risque. Mais la panique alors fit que les investisseurs ne distinguèrent plus le risque encouru par les unes et les autres ; les marchés financiers se « renationalisèrent » à nouveau. Bien que les banques et les caisses d'épargne espagnoles aient été plus prudentes que celles des autres pays de l'OCDE, à l'exception du Canada, elles souffrent également des conséquences systémiques de la crise financière et de leur financement sur les grands marchés. C'est pourquoi elles ont dû payer, pour attirer des dépôts, des taux d'intérêt très élevés et s'adresser à l'interbancaire et aux prêts de l'Eurosystème [institution regroupant la BCE et les banques centrales nationales des Etats ayant adopté l'euro]... C'est ainsi que leur position débitrice nette s'est élevée jusqu'à 8,4 % de l'actif total, dont 1,8 % envers l'Eurosystème [ensemble formé par la BCE et les banques centrales nationales]. En outre, les actifs douteux augmentèrent de 0,9 % du total en 2008 à 3,4 % du total en 2009. C'est pourquoi leur taux de couverture (provisions / créances douteuses) qui était de 183 % n'a baissé que de 1 %. Leurs bénéfices diminuèrent de 25 %, mais la rentabilité de leur fonds propre s'est maintenue légèrement au-dessus de 10 %. Ces chiffres sont meilleurs que ceux des pays déterminants de l'Europe et aussi des Etats-Unis. Pour ces raisons, jusqu'en octobre 2008, en Espagne, ne s'est produite que la faillite d'une seule caisse d'épargne, dont les actifs ne représentaient que 0,5 % de ceux du système... »

Pendant ce temps, la population « pré-fère » économiser et les entreprises ajuster leur activité. Le gouvernement a également développé une politique d'investissement dans les infrastructures municipales (le Plan E), sans planifier de projets cohérents et sans que leur utilité ou leurs effets multiplicateurs soient garantis. Le « paquet keynésien » en faveur d'un déficit public anticyclique est déjà terminé. Cette politique se réduisait à une parenthèse limitée dans le temps afin de restaurer le fonctionnement des marchés (dominés par des agents économiques oligopolistiques) et la rentabilité.

Le cycle passé de croissance lente s'est brusquement interrompu. Les déséquilibres accumulés prennent aujourd'hui violemment leur revanche. Dans ce contexte, la chute des rentrées fiscales du fait de la récession, les réductions de taxation des sociétés (pour les PME), parallèlement à une hausse des taux de la TVA qui est, elle, un impôt régressif, la politique de sauvetage du capital privé et une politique d'investissement locale confuse (le plan E), tout cela a fait monter très vite le déficit public. Les besoins de financement du secteur public ont atteint, fin 2009, 11,4% du PIB, selon le Ministère de l'économie et des finances, alors qu'en 2007 les comptes de l'Etat bouclaient avec un surplus significatif.

Le régime fiscal a été modifié très légèrement, en augmentant la composition de l'imposition indirecte et en supprimant des impôts aussi significatifs que celui sur la fortune. La récession a réduit formidablement les rentrées fiscales et nous pouvons constater que la pression fiscale est à son seuil le plus bas (environ 30% du PIB) [8].

L'Etat s'est saigné à blanc pour sauver les principaux responsables de la crise. Il est confronté maintenant à une terrible crise fiscale et essaye de se financer en émettant de la dette publique (des obligations). La crise fiscale est un problème de premier ordre sur la scène politique. Le déficit public est monté en flèche. Face à la crise, l'Etat a fait le pari de reporter sur les comptes publics les problèmes du secteur bancaire (qui est un agent directement responsable des causes de la situation), ainsi que d'autres secteurs qui forment de puissants groupes de pression, comme l'automobile par exemple. Et il prétend

que cet effort soit payé par les travailleuses et les travailleurs, en détériorant les services publics ainsi que les politiques sociales, tout en attaquant les conditions de travail. Il n'est nullement prévu d'augmenter les impôts des revenus les plus élevés, ni ceux portant sur les détenteurs de capital; et encore moins de mettre en œuvre une véritable tentative de régulation du système financier.

Le recours à la dette publique pour financer les dépenses publiques se heurte à un marché des capitaux inondé de cette sorte de titres qui se dévaluent, et qui exige par conséquent une augmentation des taux d'intérêt pour pouvoir être placés à nouveau sur les marchés financiers internationaux.

Le budget public pour l'année 2010 donne des gages de retour à une austérité pour tenter de revenir, en trois ans, à l'intérieur des limites du « Pacte de stabilité et de croissance » de l'UE. Naturellement, ce programme gouvernemental, par son intensité et ses délais, n'est pas crédible, du fait même des inerties du budget et des nombreux engagements difficiles à bouleverser. Mais il indique une tendance aux coupes budgétaires et constitue un signal adressé aux marchés financiers afin d'obtenir leur confiance, coupes qui pourront se durcir.

Cependant, il convient d'accorder à cette question sa juste dimension. Le pourcentage de la dette publique en Espagne, par laquelle elle finance ses plans, irréguliers et confus, de contention de la crise, conserve encore des niveaux raisonnables. Cela malgré son augmentation rapide, de 36,2% en 2007 à 39,7% en 2008 et à 53,2% du PIB à la fin 2009 selon le Ministère de l'économie et des finances; bien que certains chiffres non officiels indiquent déjà 74%. Cette dette ne doit donc pas être appréhendée comme une catastrophe. Mais elle va détourner des ressources et, en outre, elle va constituer une pression directe à la hausse des taux d'intérêt (prime de risque).

De suite le gouvernement espagnol a viré de bord dans sa politique budgétaire alors qu'il y a peu il envisageait encore une politique timidement expansive. Au moment où l'Espagne occupe de janvier à juin 2010 la présidence tournante de l'UE – dans le cadre des nouvelles institutions

prévues par le Traité de Lisbonne – le gouvernement s'engage à réduire le déficit public jusqu'au « mythique » 3% afin de respecter le Pacte de stabilité. Ainsi, le gouvernement veut se montrer exemplaire.

Peut-être s'agit-il d'une politique « euro-péiste », mais elle obéit aussi à la pression soutenue des marchés financiers et à la spéculation dont est l'objet le volume très important des titres de dette publique émis par divers pays européens en difficulté (Grèce, Portugal, Italie, Irlande) et parmi eux l'Espagne. En conséquence de quoi, le gouvernement a élaboré de manière improvisée [9] un budget public comportant une réduction de 50 milliards d'euros en quatre ans seulement ainsi qu'une diminution de l'émission d'emprunts obligataires.

Pour « inspirer confiance aux marchés », il a annoncé la possibilité de retarder l'âge de la retraite à 67 ans, avec une augmentation du nombre minimal d'années (de 15 à 17) de cotisation (annuités) pour atteindre le droit au versement d'une rente [15 années de cotisation ouvrent le droit à 50% de la pension, 35 années sont nécessaires pour un taux plein] ainsi que du nombre d'années sur la base duquel sera calculé le montant de la retraite (aujourd'hui le salaire sur une période de 15 ans), ce qui va rendre plus difficile l'accès au versement d'une retraite à taux complet et va diminuer fortement le montant moyen de la rente.

Pour ce qui est de la régulation du travail, le modèle de l'emploi flexible est la norme depuis que le gouvernement a imposé les réformes de flexibilisation de l'emploi afin de faire baisser le coût du licenciement: celle de 1994 (le PSOE est au gouvernement) et celle de 1997 avec pacte syndical (le PP est au gouvernement). La croissance soutenue entre 1997 et 2007 et la création d'emplois ont quasi éliminé la question cruciale: quels types d'emploi sont créés? Avec le temps, s'est accentuée une subordination très dangereuse du droit du travail au droit commercial (entreprises d'emplois temporaires, loi sur les faillites, contrats de sous-traitance, etc.)

Au début 2009 a été réalisée une petite réforme du marché du travail. Elle va encore diminuer les rentrées de la Sécurité sociale suite à des mesures telles

que la conversion de l'allocation de chômage en bonification de la cotisation. Non seulement cela sera inefficace pour créer des emplois, mais ne fera que gonfler les encaisses patronales aux dépens du salaire indirect et discriminer les chômeurs de longue durée qui ne reçoivent déjà plus d'allocations.

De son côté, l'incitation à la création d'emplois à temps partiel aura pour conséquence de réduire de manière drastique les cotisations à la Sécurité sociale qui sont propres à ce type de contrats. De plus, cette orientation gouvernementale sera aussi une invitation à un vaste effet de substitution de l'emploi à temps complet par celui à temps partiel, avec à coup sûr un fort impact sur les emplois féminins dans des secteurs comme les services personnels (« services aux particuliers »), l'hôtellerie et le commerce, entre autres.

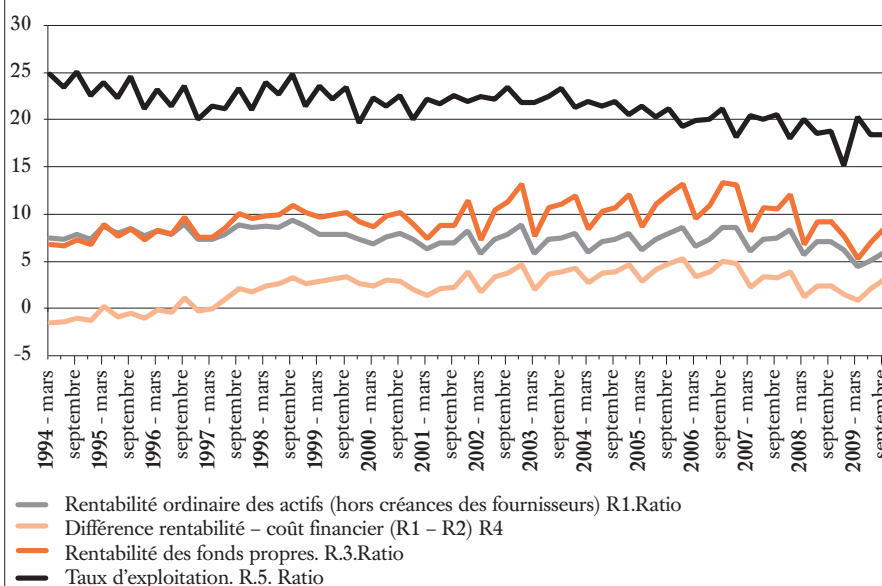
Cela se traduira aussi en une réduction des revenus salariaux et en une incitation à l'accroissement de l'économie informelle (pour arriver à la fin du mois, les personnes seront prêtes à travailler des heures supplémentaires). Cela créera aussi une fiction statistique visant à faire apparaître une diminution du taux de chômage, alors que des taux historiquement élevés se profilent.

Le reste des mesures fera retomber tout leur poids sur les fonds de la Sécurité sociale ou sur les lignes de crédit de l'ICO, tous deux ayant, récemment, fourni un canal de subvention étatique au capital. On peut dire que si un jour la Sécurité sociale fait faillite, ce sera dû au fait que l'Etat est plus disposé à appuyer l'irresponsabilité du système financier privé qu'à soutenir des mécanismes de solidarité. Preuve en est la réforme annoncée des retraites qui voit le gouvernement du PSOE jeter complètement le masque.

Le gouvernement a maintenant passé à une nouvelle réforme du travail fondée sur une diminution du coût du licenciement (ou la généralisation d'un contrat de durée indéfinie bon marché, avec 33 jours seulement d'indemnités de licenciement par année travaillée), à des exonérations pour l'embauche des jeunes, des encouragements au contrat à temps partiel, et peut-être, comme seule contrepartie, un renchérissement et un contrôle accru des contrats temporaires. Patronat et syndi-

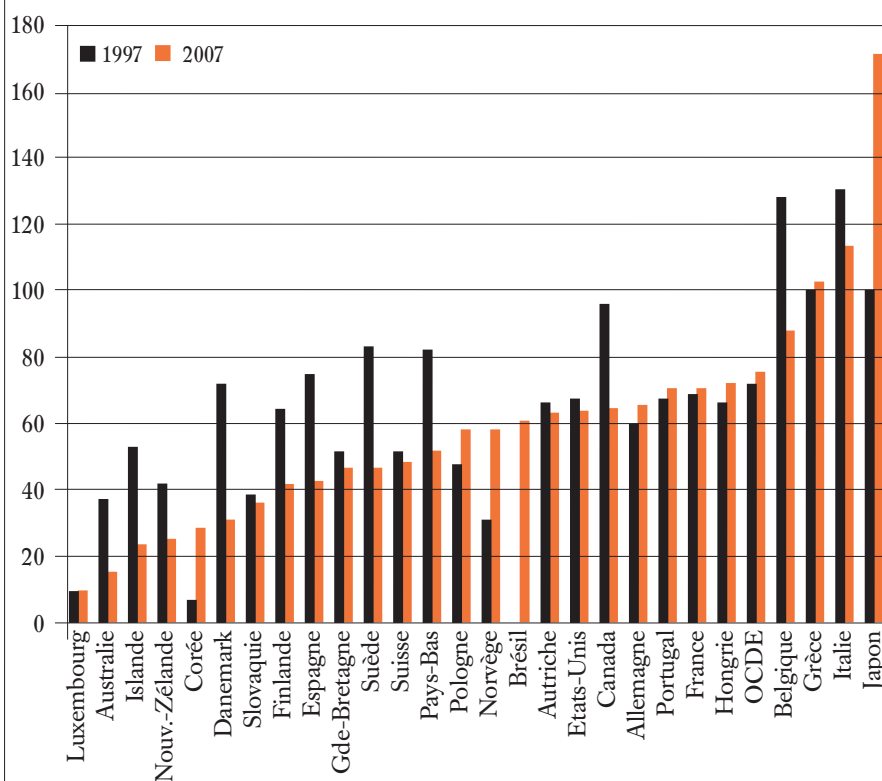
11

GRAPHIQUE 2. TAUX DE PROFIT, ÉCONOMIE ESPAGNOLE, DE 1994 À 2009 (%)



Source : Notre propre élaboration à partir de la Banque d'Espagne. Données de mars, juin, septembre et décembre.

GRAPHIQUE 3. LA DETTE PUBLIQUE EN POURCENTAGE DU PIB (1997-2007)



Source : Chiffres de l'OCDE, cités par Paul Krugman, La tragédie espagnole, 8 sept. 2009 (<http://krugman.blogs.nytimes.com/2010/02/05/the-spanish-tragedy>).

[8] En septembre 2009, le gouvernement a décidé d'augmenter la TVA, mais aussi l'impôt sur les revenus de l'épargne pour les montants supérieurs à 6000 euros, cela avec des effets d'ensemble nettement régressifs.

[9] Comme on peut le voir dans le document du gouvernement : « Actualisation du Programme de Stabilité 2009-2013. Espagne ».

cats ont commencé à en négocier les contours définitifs.

Entre-temps, le taux de chômage est monté en flèche à 18,8% au quatrième trimestre de 2009, avec plus de 4'300'000 personnes sans travail, alors qu'au deuxième trimestre de 2007, c'était à peine 7,95%. [A la fin du premier trimestre 2010, le nombre de chômeurs enregistrés s'élevait à 4'612'700 et le nombre de ménages – certes avec des ménages composés d'une personne active – au sein desquels tous les membres sont au chômage atteignait le chiffre de 1'298'500].

Cela a été rendu possible par un modèle de flexibilité de l'emploi qui a généralisé la vulnérabilité des salarié-e-s et l'absence de protection, avec un licenciement aisé et ne coûtant quasi rien. L'ajustement sévère de l'emploi a frappé surtout les emplois temporaires, donc en priorité les jeunes, les immigrés et les femmes. Même ainsi, le taux de salariés temporaires n'est descendu qu'à 25%, soit un chiffre très haut pour l'Europe; certes à peine deux ans auparavant, ce taux avait atteint le seuil record de 33%. L'effet est double: effrayer toute la classe travailleuse et dompter ses revendications. Elle accepte aujourd'hui plus d'intensification et de déréglementation du droit du travail et plus de restrictions salariales.

En somme, l'intensité comparative de la crise en Espagne s'explique par la forte destruction de l'emploi, facilitée par ce modèle du travail flexible, par la modération salariale, avec ses fortes répercussions à la baisse sur la consommation; par la dépression de certains secteurs comme la construction et le marché immobilier aux conséquences très fortes sur l'emploi; ainsi que par le manque de politiques d'investissements publics dans les secteurs endogènes stratégiques et prometteurs, secteurs qui pourraient réduire la dépendance technologique et économique envers l'étranger et envers les marchés internationaux.

UN « DIALOGUE SOCIAL » SOUS TENSION

En 2009, la Confédération patronale – la CEOE – n'a même pas accepté de conclure des accords et a bloqué une partie des conventions collectives. Elles n'ont été débloquées que grâce à un regain de la conflictualité sociale. La pression patronale a augmenté pour exiger des objectifs chiffrés de baisses de salaires, en mettant la faute de la crise sur les salarié-e-s coupables de trop d'exigences. Les patrons ont aussi exigé des modalités contractuelles qui impliquent des baisses de l'indemnité de licenciement, le dit « contrat

unique », avec une indemnisation croissante en fonction de l'ancienneté, mais qui en pratique impliquerait une baisse substantielle du coût du licenciement des salariés qui sont au bénéfice de contrats de durée indéterminée.

Les syndicats avaient exigé le déblocage des conventions collectives. Ils ont réalisé dans ce but une importante mobilisation générale le 12 décembre 2009, avec un grand succès d'affluence à Madrid. Mais les directions ne revendiquaient guère autre chose que le rétablissement du « dialogue social » et formulaient certaines propositions qui ne dépassaient pas un timide programme keynésien et l'exigence d'une protection sociale des chômeuses et chômeurs. Ou encore la proposition de pouvoir combiner réduction du temps de travail et du salaire avec l'obtention d'allocations de chômage. Cette dernière mesure a d'ailleurs été bien accueillie par le gouvernement.

Le 8 février 2010, syndicats et association patronale, après une négociation tendue, se sont mis d'accord sur une adaptation salariale allant jusqu'à 1% pour 2010, entre 1 et 2% pour 2011 si la récession est passée, et entre 1,5 et 2,5% pour 2012. Le gouvernement a établi le cadre pour une réforme du droit du travail fondée sur la réduction du coût du licenciement pour

**TABLEAU : CLASSES SOCIALES SELON LA RELATION
AUX MOYENS DE PRODUCTION**

Estimation à partir de la population employée selon la condition socio-économique (%)

Classes	Classes sociales		Couches sociales		
	2008	1996	2008	1996	Couches
Bourgeoisie	5,34	4,99	7,43	6,67	Classes dominantes
Technostructure (gestion, direction), du secteur privé et public. Couche sociale avec fonction de direction	2,09	1,68			
Petite bourgeoisie entrepreneuriale	7,37	10,95	11,97	18,27	Classes moyennes
Petite bourgeoisie : prof. libérales	3,12	2,76			
Paysans	1,48	4,56	79,71	73,69	Classe ouvrière
Salarié-e-s (ingénieurs, universitaires...)	17,69	13,88			
Burostructure (couche de travailleurs disposant de fonctions de contrôle, contremaîtres, etc.)	1,41	1,12			
Classe ouvrière non paysanne	58,47	55,93			
Journaliers	1,96	2,62			
Forces armées	0,18	0,14			
Inclassifiables	0,56	1,05			

les contrats à durée indéterminée (CDI) et l'augmentation de l'indemnisation en cas de licenciement des travailleurs temporaires.

Sur d'autres chapitres de la négociation, la CEOE campe sur sa position intransigeante et provocatrice : structure de la négociation collective, flexibilité de la mobilité géographique et fonctionnelle, modification substantielle de la législation du travail, etc. Après que le dialogue entre syndicats et association patronale se fut enlisé pour cette raison, le gouvernement a fait irruption avec sa proposition de diminution radicale des retraites qui crée une grande tension dans le pays.

Mais les syndicats majoritaires, UGT et CCOO, ne prévoient pas une grève générale pour faire face à une agression de cette ampleur, mais plutôt une série de manifestations dans diverses villes contre la détérioration des retraites. En même temps, ils se sont à nouveau assis pour négocier, sans s'y opposer, la réforme du code du travail proposée récemment.

LA POLARISATION DE LA STRUCTURE SOCIALE

La dynamique capitaliste polarisatrice de ces deux derniers siècles s'est intensifiée

en Espagne durant les dernières décennies. Le processus de salarisation de la population s'est accéléré et atteint désormais les 80% de la population active, ce qui n'empêche ni la complexification des classes sociales, ni la centralité du rapport salarial comme principal rapport social capitaliste. De 18,27% qu'elles représentaient en 1996, les « classes moyennes » représentent en 2008 moins de 12% dans l'ensemble social, tout le contraire de la thèse de la mésocratisation (la « moyennisation » de la société).

« Selon les données du Baromètre social d'Espagne, entre 1999 et 2007 les bénéfices des entreprises ont connu une croissance de presque 50% (en termes réels, déduction faite de l'inflation). La valeur des actions et autres actifs financiers a augmenté de 90%, tandis que le patrimoine immobilier a augmenté sa valeur d'approximativement 125%. Durant la même période, le salaire moyen n'a augmenté que de 1%, la retraite moyenne de 18% et l'allocation moyenne de chômage de 4%. » [10]

Le pouvoir d'achat moyen de la population salariée est resté stable. Mais la majorité des travailleuses et des travailleurs a vu se détériorer son pouvoir d'achat parce

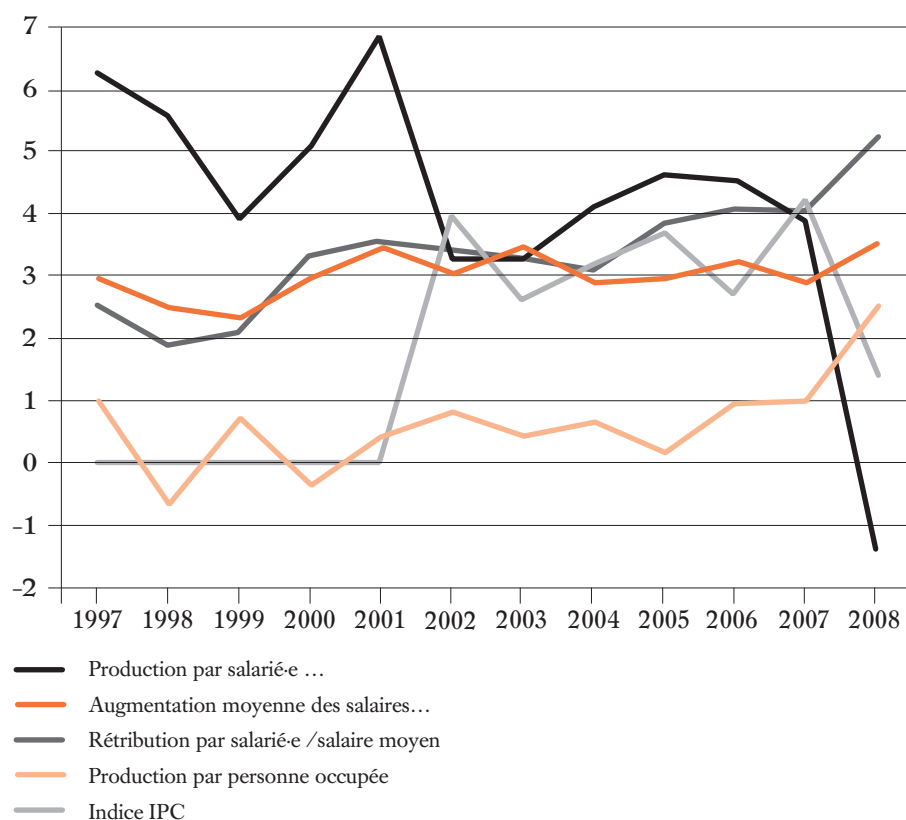
que la plupart ne sont pas connectés à l'évolution de la moyenne salariale (71,7% sont en dessous de la moyenne du salaire horaire) [11]. En effet, les emplois nouveaux massivement créés l'ont été sous forme d'emplois à bas salaires, instables et sans protection. Plus de 30% de la population salariée est en dehors des conventions collectives, même quand elle est au bénéfice d'un contrat de travail formel (dans une économie dont on estime que 30% fonctionnent selon des modalités non réglementées). L'indice des prix à la consommation exclut l'évolution de la dépense d'achat du logement qui représente près de 33% de la dépense familiale mensuelle [12]. Comme on voit, les moyennes ne sont pas toujours pertinentes!

Le Baromètre social d'Espagne, déjà cité, estime que les salaires représentaient 60% de l'économie nationale en 1999, et plus que 55% en 2007. L'appropriation de la richesse produite s'est concentrée en faveur des détenteurs du surplus. Le poids de la population salariée pauvre atteignait 15,8% déjà en 2007 [13].

Cela est dû au fait que l'augmentation de la productivité par personne salariée [14] a été supérieure à l'augmentation de la rémuné-

13

GRAPHIQUE 4. COMPARAISON DE L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DES SALAIRES



Source : Notre propre élaboration à partir de la Banque d'Espagne.

[10] Alvarez I., « Deterioro salarial y distribución de la renta », *Revista Diagonal*, 3.2.2010.

[11] *Enquête sur les conditions de vie*, INE (Institut national de statistique), 2007.

[12] *Enquête sur les budgets familiaux*, INE, 2009.

[13] *Enquête sur les conditions de vie*, INE, 2007.

[14] Même si historiquement, et tout particulièrement dès les années 1970, les augmentations de la productivité ont été chaque fois plus faibles.

ration des salarié-e-s, accroissant ainsi l'appropriation de valeur par le capital. Bien que les accords collectifs, pourtant modérés, entre le patronat et les syndicats aient recommandé une hausse en conformité avec celle de la productivité. Mais cela a été ignoré systématiquement lors des négociations concrètes, étant donné l'acceptation de l'idée fallacieuse, acceptée par une grande partie du mouvement syndical, que la modération salariale contribue au maintien ou à la création de l'emploi.

politique et social, qui gouverne les marchés et les systèmes financiers ainsi que des politiques publiques d'investissement, de services publics et d'emplois publics ; une réforme offensive du droit du travail qui garantisse des droits effectifs et s'étende à l'échelle internationale ; un régime fiscal qui puisse être concerté et harmonisé à l'échelle supranationale ; et le développement d'un paradigme d'intervention démocratique à l'échelle internationale, mise en œuvre par les travailleuses et les travailleurs.

En Espagne, le conflit découlera des contradictions qui auront le plus mûri. Il est possible qu'il s'exprime par rapport à la crise du logement, au chômage et à la cherté de la vie qui caractérisent les conditions de vie sociale du salariat ; en tenant compte de l'établissement d'un front qui fasse obstacle à la politique transformant les immigré-e-s en bouc émissaire. Dans un premier temps, probablement, une grande confrontation peut prendre forme autour de la question des retraites et de l'emploi.

C'est la tâche des anticapitalistes de faire comprendre les bases structurelles qui provoquent cette crise et ces conflits et d'essayer de les transformer en dépassant le système lui-même. Pour cela, il faut commencer par affronter la crise de la subjectivité antagoniste qui empêche pour le moment tout déploiement de quelque paradigme alternatif que ce soit. ✱

14

RÉFLEXIONS, EN CONCLUSION

Le panorama qui s'offre à nous n'est pas réjouissant. Si cela continue ainsi, les conséquences seront pénibles et durables. Un changement ne sera possible qu'à la condition d'une action anticapitaliste unitaire qui offre une alternative de rupture. Sinon, la perspective doit être envisagée sous un angle pessimiste.

Afin de pouvoir affronter cette crise avec un minimum d'efficacité et de crédibilité, nous devons mettre à l'ordre du jour une remise en question des processus déterminants : la crise de surproduction, celle de réalisation, ainsi que le rapport salarial lui-même, et aussi les processus dominants, comme la financiarisation. Et remettre en question les règles du jeu capitalistes.

Au moins, si l'on veut donner une réponse élémentaire sérieuse et progressiste, il faut envisager : d'imposer une réglementation, placée sous un contrôle

BIBLIOGRAPHIE

- Albarracín Jesus, *La economía de mercado*, Trotta, Madrid 1994.
 Albarracín Jesus, *La onda larga del capitalismo español*, Colegio de Economistas, 1987.
 Alvarez Peralta Ignacio, *Financiarización, Nuevas Estrategias Empresariales y Dinámica salarial. El Caso de Francia entre 1980-2006*, Universidad Complutense de Madrid, 2007.
 Arrigui Giovanni, *El largo siglo XX*, Trotta, Madrid 1999.
 Carpintero O. et Naredo J.M., « El metabolismo de la economía española », in Halweil, Brian, Mastny Lisa (dir.), *La Situación del Mundo 2004 : La sociedad de consumo, Informe anual del Worldwatch Institute sobre el progreso hacia una sociedad sostenible*, Barcelona, Icaria, Centro de Investigación para la Paz, 2004, pp. 321-349.
 Mandel Ernest, *Las ondas largas del desarrollo capitalista, Siglo XXI*, Madrid, 1986 (1980).
 Mandel Ernest, *Le troisième âge du capitalisme*, Ed. La Passion, 1997 (1972).
 Schumpeter J.A., *Capitalismo, Socialismo y Democracia*, tomo I, Barcelona 1996 (1942).